

Quoi qu'il en coûte, l'Allemagne va réarmer... pendant que Macron nous soumet à Biden et der Leyen

écrit par Christine Tasin | 1 juin 2022



Les négociations ont été ardues entre le gouvernement et l'opposition, alors que les conservateurs jugent le soutien d'Olaf Scholz à l'Ukraine trop timoré. (Markus Schreiber/AP/SIPA)



Les négociations ont été ardues entre le gouvernement et l'opposition, alors que les conservateurs jugent le soutien d'Olaf Scholz à l'Ukraine trop timoré. (Markus Schreiber/AP/SIPA)

Ah ! Elle est belle l'Europe qu'ils nous vendent depuis 50 ans... A peine ont-ils réussi à faire sortir l'ours russe de ses gonds au bout de 7 années de provocations quotidiennes qu'ils sont tous devenus des va-t-en guerre. Ce qui ne les empêche pas de pleurer sur la mort d'un journaliste du BFM. Les journalistes depuis 3 mois militent chaque jour pour que nous entrions en guerre... nous, les Sans-dents et ils viennent pleurer à présent quand il y a des dégâts collatéraux et qu'un « type qui se croit au-dessus du lot et à l'abri parce que journaliste meurt.. .

En attendant l'Allemagne se réarme... à l'heure où la France n'a pas de quoi résister plus de 3 jours à une guerre, quelle qu'elle soit. Le colonel Péré et ses amis de Place d'Armes multiplient depuis des mois les explications et avertissements. En vain. Forcément, puisque Macron ne jure que par l'UE, qu'il se fout de la France et de son armée comme de l'an 40, attendant soit une armée européenne soit, carrément, en bon sujet soumis aux USA, que l'OTAN gère notre défense et nos affaires militaires.

<https://resistancerepublicaine.com/2022/03/13/colonel-pere-notre-defense-est-dans-un-etat-desastreux-voici-les-noms-des-responsables/>

– Le chancelier allemand vient de déclarer que « l'Allemagne aura bientôt la plus grande armée d'Europe ».

– Et pendant ce temps nous on dort, Macron nous rebat les oreilles avec son « Europe de la Défense » et ses lubies mondialistes !

☐☐ Réveillons-nous ! Un peu de fierté !

– Florian Philippot (@f_philippot) [May 31, 2022](#)

Guerre en Ukraine : l'Allemagne va déroger à sa Constitution pour se réarmer

Le gouvernement allemand et l'opposition conservatrice ont trouvé un accord en vue d'emprunter 100 milliards d'euros pour réarmer le pays face à la menace russe. Le financement du « fonds spécial » implique de faire une entorse à la Constitution.

Par [Paul Turban](#), [Anne Bauer](#)

Publié le 30 mai 2022 à 08:12 Mis à jour le 30 mai 2022 à 17:42
Dans un pays où la loi fondamentale a un statut aussi sacré, une telle entorse est un fait politique majeur. En Allemagne, le gouvernement – rassemblant les sociaux-démocrates, écologistes et libéraux – et l'opposition conservatrice ont trouvé un accord pour déroger aux règles budgétaires fixées par la Constitution afin de réarmer le pays face à la menace russe.

Au terme de plusieurs semaines de négociations difficiles

entre les partis de gouvernement, cet accord va permettre à l'Allemagne de débloquer 100 milliards d'euros, versés dans un « fonds spécial » hors budget national, pour moderniser la Bundeswehr, dont les équipements sont vétustes. Une promesse faite par le chancelier Olaf Scholz le 27 février, trois jours après le déclenchement de l'invasion russe une Ukraine.

Dissensions entre majorité et opposition

Le fonds exceptionnel sera financé par de la dette supplémentaire, dont la levée nécessite de contourner les règles inscrites dans la Constitution, appelées « frein à l'endettement », qui limitent strictement les possibilités de déficit budgétaire. Pour cela, le gouvernement avait besoin de l'appui de la principale force d'opposition – les conservateurs de la CDU/CSU -, car il lui faut une majorité des deux-tiers au Parlement.

Les négociations ont été ardues. Les Verts souhaitaient élargir le fonds à des investissements non militaires dans la cybersécurité et l'aide aux pays alliés. La CSU-CDU plaidait pour un financement strict des équipements nécessaires à l'armée allemande. Quant au SPD, le parti d'Olaf Scholz, il accepte le coup de pouce de 100 milliards d'euros mais rechigne à se plier à l'objectif fixé par l'Otan de porter les investissements dans la défense à 2 % du PIB.

In fine, un accord politique a été trouvé pour un fonds exceptionnel de 100 milliards pour les équipements, avec des besoins à court terme comme l'achat des F-35 américains pour porter la mission nucléaire de l'Otan, et à long terme comme le développement du SCAF, l'avion de combat franco-allemand.

Mise en conformité avec les objectifs de l'Otan

Le déblocage de 100 milliards d'euros pour l'armée nationale constitue un revirement de taille pour l'Allemagne qui, ces

dernières années, traînait des pieds pour se conformer aux engagements de l'Alliance atlantique dans ce domaine, s'attirant régulièrement les foudres des Etats-Unis. Avec ce « fonds spécial », l'Allemagne va se mettre en conformité avec l'objectif fixé par l'Otan.

De fait, l'Allemagne a déjà beaucoup augmenté son budget, le portant de 33 milliards d'euros en 2013 à 50 milliards aujourd'hui. Pour atteindre 2 % du PIB, elle devrait le relever à 70 ou 75 milliards d'euros, devenant ainsi le troisième investisseur mondial dans l'armement derrière les Etats-Unis et la Chine, devant la Russie, le Royaume-Uni et la France.

Un changement spectaculaire pour un pays traumatisé par ses actes lors de la seconde guerre mondiale, qui a basculé dans 70 ans de pacifisme. Aussi l'accord politique permet pour cette mandature de garder un budget militaire relativement constant et d'inclure les dépenses du fonds spécial pour viser ces 2 %.

Reste à savoir comment utiliser ce fond de manière intelligente et sur combien d'années ? « C'est la grande question », constate Claudia Major, spécialiste des questions de défense au SWP, l'institut allemand pour les questions d'affaires étrangères et de sécurité.

« Chacun sait que l'Allemagne n'avait pas que des problèmes budgétaires pour équiper son armée, mais aussi un système défaillant de ses procédures d'acquisition, un problème de définition du rôle de l'armée allemande et de ses tâches, et des relations mal structurées entre les forces armées, le monde politique et les industriels. Or la logique budgétaire et la logique de sécurité, qui impose une planification à long terme, se contredisent », ajoute-t-elle.

L'Allemagne peu consciente des enjeux européens

Côté européen et notamment français, on s'inquiète de cette arrivée massive et non coordonnée d'argent dans la défense. D'ores et déjà, l'armée allemande a annoncé une liste de course longue comme le bras, qui bénéficiera essentiellement aux industries américaines : achat de F-35 à Lockheed martin, d'hélicoptères Chinook à Boeing, d'avions P8 à Boeing, de [boucliers antimissiles à Israël](#) , etc.

Alors qu'elle a mis à mal un certain nombre de projets européens, comme le développement d'une nouvelle version de l'hélicoptère de combat Tigre ou celui d'un avion de reconnaissance commun avec la France. « Du temps des désinvestissements militaires, il n'y a eu aucune coordination militaire, parviendrons-nous à la reconstruire en période de réinvestissement, c'est la grande question », souligne encore Claudia Major.

Olaf Scholz a admis récemment que la multitude de systèmes d'armes en Europe est « coûteuse et inefficace », et appelé à davantage de coordination. Mais il n'a jamais évoqué la possibilité [d'une baisse de la TVA pour des achats groupés](#) de systèmes d'armes européens, comme le plaide la France et comme le propose la Commission.

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/guerre-en-ukraine-lallemagne-va-deroger-a-sa-constitution-pour-investir-dans-son-armee-1410024>